

ASSEMBLÉE NATIONALE17 septembre 2026

APPORTER UNE RÉPONSE INTÉGRALE AU PHÉNOMÈNE DES VIOLENCES SEXUELLES
ET SEXISTES CONTRE LES FEMMES ET LES ENFANTS - (N° 3106)

Tombé

N° CS561

AMENDEMENT

présenté par
Mme Josso

ARTICLE 35

Rédiger ainsi cet article :

« L'article 373-2-9 du code civil est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

« « Lorsque le juge constate qu'un parent a exercé des violences physiques, psychologiques ou sexuelles sur l'autre parent ou sur l'un de ses enfants, ou sur un autre mineur, il exclut la fixation de la résidence de l'enfant au domicile de ce parent, à titre principale ou en alternance.

« « Cette constatation est effectuée au vu des éléments contradictoirement débattus, sans qu'une condamnation pénale préalable soit nécessaire.

« « Le juge ne peut déroger à cette exclusion qu'à titre exceptionnel, par une décision spécialement motivée établissant, après une appréciation individualisée de la nature et de la gravité des faits, de leurs conséquences et du risque de renouvellement des violences, que cette résidence répond à l'intérêt supérieur de l'enfant et ne compromet la sécurité physique ou psychique ni de celui-ci ni de l'autre parent. Le seul intérêt au maintien des liens avec les deux parents ne peut suffire à justifier cette dérogation.

« « Pour l'application de ces dispositions, le juge examine le contexte des faits. Les actes nécessaires et proportionnés accomplis pour se défendre ou protéger l'enfant contre des violences ne peuvent, à eux seuls, justifier l'exclusion de la résidence au domicile du parent qui les a accomplis. » »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement fait de l'exclusion de la résidence chez l'autre parent auteur de violences la règle. Il couvre expressément les violences psychologiques, les violences contre un frère ou une soeur et les violence sexuelles contre un mineur extérieur à la famille.

Il répond à l'objection formulée au point 111 de l'avis du Conseil d'Etat sur la version antérieure de la proposition de loi : une interdiction générale, indifférente aux circonstances, présente un risque de disproportion. La dérogation proposée exige une justification individualisée portant simultanément sur l'intérêt de l'enfant et la sécurité des personnes protégées.

La constatation civile des violences ne préjuge pas de la culpabilité pénale.

L'amendement protège également le parent ayant accompli des actes de défense nécessaires et proportionnés. Il met en oeuvre l'objectif de sécurité attaché à l'article 31 de la Convention d'Istanbul.

Cet amendement a été rédigé avec Women Without Violence International Foundation (WWVIF), la Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) et les associations membres de la Coalition féministe et infantiste pour une loi intégrale.